



EUROMÉDITERRANÉE

Établissement Public d'Aménagement – Marseille

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Conseil, accompagnement et mise en œuvre de la stratégie de relations avec les médias, et des relations publiques et de la communication institutionnelle de l'EPA Euroméditerranée

Caractéristiques principales des contrats



Marché conclu à prix mixte



Exécution par ordre de service et bons de commande



Durée de 4 ans



Révision annuelle des prix

Sommaire

| | |
|--|----------|
| Article 1 – Dispositions générales | 3 |
| Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre | 3 |
| 2.1 Pièces particulières | 3 |
| 2.2 Pièces générales..... | 3 |
| Article 3 – Dispositions financières | 4 |
| 3.1 Forme des prix..... | 4 |
| 3.2 Avance | 4 |
| 3.3 Modalités de règlement..... | 4 |
| 3.3.1 Périodicité des acomptes | 4 |
| 3.3.2 Délai de paiement | 5 |
| 3.3.3 Contenu des factures | 5 |
| 3.3.4 Transmission des factures | 6 |
| 3.4 Variation des prix | 6 |
| Article 4 – Pénalités | 6 |
| Article 5 – Equipe dédiée et modification | 7 |
| Article 6 – Dérogations au CCAG PI..... | 7 |

Article 1 – Dispositions générales

Le marché est conclu avec **un unique titulaire** (monoattributaire)

Il est conclu pour une durée d'un an, reconductible deux fois un an (reconduction tacite*).

Il s'agit d'un **marché composite**, comprenant une partie forfaitaire et une partie "accord-cadre"

* Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire sera prévenu par lettre recommandée, 3 mois avant la fin de du marché.

Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et Bordereau des Prix Unitaires) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières commun ;
- Le Mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le CCAG-PI, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-PI sont récapitulées à l'article 6 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes.

| | |
|---|--|
| Partie forfaitaire | Les prestations de mise à disposition et maintenance de la plateforme sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire annualisé. |
| Partie accord-cadre à bons de commande | Les prestations détaillées au Bordereau des prix unitaires (BPU) feront l'objet d'un bon de commande. Le prix de chaque commande sera déterminé en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires. Cette partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et pour un montant maximum annuel de 5 000 euros HT. |

3.2 Avance

Pour la partie forfaitaire, le titulaire a droit à une avance de 5 % du montant de la tranche affermie dans les conditions prévues à l'article R. 2191-13 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le remboursement de cette avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant de la tranche affermie ou du bon de commande. Il sera terminé lorsque ce pourcentage aura atteint 80 %, ceci conformément à l'article R. 2191-19 du code de la commande publique.

3.3 Modalités de règlement

3.3.1 Périodicité des acomptes

| | |
|--------------------------------|---|
| Partie forfaitaire | Les paiements se feront trimestriellement. |
| Partie « accord-cadre » | Après l'achèvement des prestations de chaque bon de commande, le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au montant total du bon de commande. Si la durée d'exécution des prestations du marché subséquent est supérieure à 3 mois (ou 1 mois lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise), une facture intermédiaire pourra être établie. La facturation doit être propre à chaque bon de commande. Aucune facturation comportant des prestations réalisées sur plusieurs bons de commande ne sera admise. De plus, en cas de paiement fractionné, la facture devra récapituler le cumul des paiements déjà effectués au titre de précédents acomptes. |

3.3.2 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 60 jours maximum conformément à l'article R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plate-forme "Chorus Portail Pro 2017".

Lorsque la date de fin d'exécution des prestations mentionnée sur la demande de règlement, est postérieure à la date de réception de ladite demande de règlement, cette date, validée par l'attestation du « service fait », marque le point de départ du délai de règlement.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

3.3.3 Contenu des factures

Les situations seront établies conformément au modèle agréé par l'EPAEM ou son mandataire et feront apparaître séparément :

| Contenu des demandes de paiement |
|---|
| Intitulé et numéro du marché |
| Numéro d'engagement juridique |
| Désignation des prestations exécutées |
| Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche. |
| Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant |
| Taux de TVA applicable |
| Dates de réalisation des travaux |
| Montant de l'avance le cas échéant |
| Montant des approvisionnements le cas échéant |

Les factures ne devront pas faire apparaître de révision des prix, celle-ci étant calculée par la direction des finances.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

Les pénalités appliquées en cours de chantier seront décomptées en « cumulatif » jusqu'au solde.

3.3.4 Transmission des factures

Les factures sont établies au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le n° du bon d'engagement du marché subséquent (lorsque le marché subséquent est constitué par un mail de validation du devis, le numéro d'engagement sera transmis par un message dédié)

3.4 Variation des prix

Les prix du présent marché sont révisables, dans les conditions suivantes :

- la révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.
- la formule applicable est la suivante:

$$P_n = P_o \times [0.15 + 0.85 (A_n / A_o)]$$

dans laquelle:

- P0 = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- Pn= prix révisé ;
- A = Indice SYNTEC Révisé - Coûts salariaux des prestations intellectuelles (informatique, ingénierie, ...)
- A0= valeur de l'indice A lue au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- An= dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à T0 + 11 mois (première révision) et T0 + 23 mois (deuxième révision).

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires sont arrondis au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Article 4 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, il pourra être appliqué les pénalités dans les conditions ci-après :

- En cas de non-respect des délais d'exécution – 150 € par jour calendaire de retard ;
- En cas de retard non excusé de plus de ½ heure à une réunion/manifestation/etc. – 50 € par retard ;
- En cas d'absence non excusée à une réunion ou à un atelier/manifestation/etc. – 150 € par absence.

Ces pénalités ne sont pas appliquées si le Titulaire prouve que le non-respect de ses obligations contractuelles résulte d'un cas de force majeure.

L'application des pénalités ne préjuge pas et ne fait pas obstacle à la faculté pour le pouvoir adjudicateur de résilier le contrat en cas de manquement par le Titulaire à ses obligations après mise en demeure et conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

Le montant des pénalités n'est pas révisable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont dues dès le 1er euro.

De même, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Article 5 – Equipe dédiée et modification

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculums vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

Article 6 – Dérogations au CCAG PI

| Article du présent CCAP | Article du CCAG PI auquel il est fait dérogation | Objet |
|-------------------------|--|-----------|
| 4 | 14.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3 | Pénalités |